

Intellectuels africains et enjeux de la démocratie : misère, répression et exil

APPELONS-LE S. Diop. Originaire d'un pays d'Afrique de l'Ouest, il est journaliste. Titulaire d'un doctorat en communication d'une grande université française, il est retourné dans son pays immédiatement après ses études. Malgré les restrictions imposées par les intentions de Bretton-Woods sur l'économie de son pays, il semblait y avoir encore de la place pour les spécialistes de son calibre. A défaut de se caser dans l'un ou l'autre réseau étatique d'information pour jouer au griot moderne, S. Diop a choisi de s'orienter vers l'enseignement sans doute parce que, comme l'affirme un personnage du romancier congolais Sony Labou Tansi, « l'enseignement était la seule branche de l'arbre administratif où le moche était moins moche, l'absurde moins absurde, et l'intellectuel moins con » (*L'Anté-peuple*, 1983, p. 14).

Bien qu'il ne trouve pas dès son retour un emploi à temps plein, S. Diop accepte avec enthousiasme les vacances qu'on lui propose dans un institut de la place, assoiffé qu'il est de tester sa compétence et de prouver son savoir-faire. En effet, le jeune diplômé donne entière satisfaction à ses employeurs et l'avenir semble prometteur. Mais comment oublier que depuis les « soleils des indépendances » », l'Afrique a ses règles ? S. Diop a « oublié » de prendre la carte du parti gouvernemental. Et avec le vent démocratique qui souffle, le pouvoir n'entend pas prendre le risque de favoriser de potentiels opposants. Et comme S. Diop ne réagit pas aux appels du pied des autorités de l'école qui emploie, il se fait remplacer sans manières par un « réaliste » récemment débarqué qui, lui, a compris que la pièce maîtresse de la mobilité sociale n'était plus l'instruction et le diplôme, mais la carte du parti.

Qu'à cela ne tienne, se dit S. Diop qui croit pouvoir trouver à s'employer dans l'un des canards indépendants de la place. Ils souffrent tous d'un grave manque de professionnels ! Qu'importent les conditions de travail. Pourvu qu'il ait le minimum vital et la liberté d'initiative, la joie de créer. Vaines illusions ! S. Diop ne tardé pas à comprendre que le journal qui l'emploie est en train de succomber aux avances du pouvoir qui, déjà, le finance en secret et lui impose une politique éditoriale, une modération de ton. Lorsqu'il découvre la supercherie, S. Diop refuse la duplicité et démissionne de son poste de rédacteur-en-chef. Son patron qui n'accepte pas cette « inconduite » se sépare de lui avec la plus grande désinvolture. Désillusionné et sans le sou, S. Diop a embarqué pour la France où il enseigne aujourd'hui la communication dans un institut de province.

Voilà un itinéraire on ne peut plus typique d'une certaine intelligentsia africaine en ces années de crise économique aiguë et d'errements démocratiques. Précédemment, en effet, les partis uniques avaient institué un État central prédateur qui contrôlait à 80 % l'économie nationale et régulait le mouvement des personnes et des idées. L'échec des systèmes africains n'est plus à démontrer. Mais ses conséquences se feront sentir pendant longtemps encore. Depuis les années 60 jusqu'à présent, l'intellectuel africain exempt d'allégeance a eu la vie dure.

On connaît le cas devenu célèbre de Valentin-Yves Mudimbe, ancien professeur de lettres à l'Université du Zaïre. Romancier et essayiste farouchement jaloux de son indépendance, Mudimbe bénéficia au début des années 80 d'une bourse de la Fondation Fulbright pour enseigner aux États-Unis. Quelques temps après, Mobutu qui lui reprochait de n'être pas « assez » engagé, décide de le nommer, en son absence et sans son avis, au Comité central du MNR, parti unique. Logiquement, Mudimbe aurait dû interrompre son séjour américain pour aller prêter serment auprès de l'Homme-léopard. On peut deviner la suite de l'histoire : Mudimbe n'a plus jamais remis les pieds au Zaïre. Après quelques années de flottement à la fin de son Fulbright, il a obtenu un poste des plus prestigieux à Duke University en Caroline du Nord.

Pour Mobutu, le cas Mudimbe était un test. Il s'agissait de débusquer quiconque pouvait se cacher derrière l'indépendance de travailleur intellectuel pour saper les bases du despotisme régnant. La mise à l'écart de Mudimbe ouvre la voie à une répression sans pitié de tous les mal-pensants du monde universitaire. Ainsi, après un emprisonnement arbitraire, Pius Ngandu, professeur, romancier et essayiste prolifique est relégué au Kasai avant de trouver refuge en France. Il a enseigné pendant de nombreuses années en Algérie avant de revenir en France grossir la colonie de l'intelligentsia zaïroise qui compte entre autres Georges Ngal, romancier et

essayiste, Mwata Ngalasso, linguiste, Locha Mateso, critique littéraire, Mpoyi-Buatu, romancier et critique littéraire, Bolya Baenga, romancier et essayiste.

En fait, Mobutu a inauguré assez tôt un courant qui va se développer ailleurs un peu plus tard et qui va obliger l'intelligentsia locale à se déterminer vis-à-vis du pouvoir et du parti unique. En contraignant la plupart des cadres les plus brillants à faire place nette, Mobutu va alors s'entourer des diplômés les plus opportunistes qui sauront gré au pouvoir de les sortir du néant, en leur confiant des postes de responsabilité dans les hautes sphères du pouvoir politique, économique et culturel.

Au Cameroun, l'on s'était habitué jusqu'en 1982 à considérer comme normal l'exil politique des intellectuels militants. Ahidjo était passé dans l'histoire post-coloniale comme un dictateur qui n'a jamais hésité à fabriquer des procès contre les adversaires de son régime et à les passer par les armes sans coup férir. Toute personne qui franchissait les frontières du Cameroun savait à quoi s'attendre et se conduisait en conséquence. Ainsi aurait-il été suicidaire pour un Mongo Beti, un Moukoko Priso ou un Siméon Kuissu de lorgner du côté de leur pays natal à l'époque d'Ahidjo.

Lorsque Biya succède au premier président de la République du Cameroun en 1982, il place son régime sous le signe de la libéralisation et du renouveau démocratique. Tout le monde croit voir la fin des exclusions et de la répression aveugle. D'autant qu'au cours d'un congrès de son parti en 1985, Biya affirme « qu'il n'est plus nécessaire, pour exprimer ses opinions, de prendre le maquis, de vivre en exil ou de quitter sa famille. » (*Cameroon Tribune* du 22 mars 1985). Qui plus est, Biya publie, en 1987, *Le Libéralisme communautaire*, un livre-programme, aux idées exceptionnellement généreuses. Même Machiavel serait tombé dans le piège et aurait pu croire qu'au Cameroun, c'était véritablement la « fin du maquis ».

Un peu plus de dix ans après, le bilan est sombre. Le pays connaît un multipartisme factice, arraché dans le sang ; un système économique fondé sur la corruption et les prébendes est plus que jamais à l'ordre du jour ; la liberté d'expression est toujours introuvable et les journalistes de la presse indépendante n'en finissent pas d'être tracassés : retraits de passeports, censure, arrestations arbitraires, occupations de leur siège, mises à sac de leurs bureaux, occupation de leur imprimerie, procès fantaisistes, tortures, etc.

Certes, quelques exilés d'hier ont pu revenir. Mais une nouvelle race d'exilés a vu le jour. Pour contraindre l'intelligentsia camerounaise à adhérer à son régime, Biya a choisi d'asphyxier tout intellectuel contestataire employé dans un secteur contrôlé directement ou indirectement par l'État. Ainsi, Vianney Ombe Ndzana, jeune économiste en service à la Société nationale d'investissement, holding

qui contrôle 54 sociétés d'État, fut mis à la porte dans des conditions scandaleuses pour avoir signé des articles critiques à l'endroit du régime dans des journaux indépendants ; Célestin Monga, économiste à la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Cameroun, subira le même sort quelques mois plus tard, pour avoir conduit une interview publiée dans *Jeune Afrique Économie*, interview dans laquelle Robert Robert Messi, l'ancien banquier du couple Biya, les mettait gravement en cause dans la faillite de la Société camerounaise de banque. Monga a dû prendre le chemin de l'exil pour échapper à l'implacable diète qui apparaît comme l'arme secrète du pouvoir contre tout intellectuel dissident.

La paralysie organisée de l'Université de Yaoundé et son récent démantèlement sont autant de manœuvres destinées à disperser étudiants et enseignants et pour contraindre à l'exil intérieur ou extérieur les mal-pensants. Sans compter que la grave crise économique occasionnée par le pillage des ressources nationales aura les mêmes effets qu'au Zaïre et au Nigeria. En effet, hormis l'importante diaspora nigériane et zaïroise en Amérique du Nord et en Europe, on ne compte plus le nombre de citoyens en poste au Botswana ou qui campent aux portes de l'Afrique du Sud, en quête d'un emploi.

Du fait de la détérioration constante de leurs conditions de vie et de travail, l'intelligentsia africaine est en passe de constituer une main-d'œuvre significative pour l'économie des pays développés. Sur ce plan, les Nigériens semblent tenir haut le flambeau, au moins sur le continent américain. Leur gouvernement a d'ailleurs dû reconnaître le principe de la double nationalité pour encourager ceux qui y pensent encore, à revenir aisément au pays. Il faut avouer que la saignée est de taille. Sans même prendre en compte les scientifiques qui sont plutôt discrets dans leurs laboratoires respectifs — on ne compte plus le nombre de médecins nigériens qui sont établis dans le Golfe, surtout en Arabie saoudite et au Koweït —, force est de constater que la diaspora intellectuelle nigériane est très visible dans le domaine des lettres, arts et sciences humaines. Abiola Irele, le tout premier spécialiste des littératures francophones des universités nigérianes, autrefois à Ibadan, exerce aujourd'hui à Ohio State University, Columbus. Femi Ojo-Ade, celui qui le suivit immédiatement dans la profession et qui était attaché à l'Université d'Ife, est aujourd'hui chef de département à Saint Mary's College dans le Maryland.

Au Nigeria comme ailleurs, la misère économique n'est pas la seule cause du « brain drain ». La politique des passe-droits, la répression de l'initiative et de la créativité, la négation systématique du mérite et de la compétence ont fini par frustrer nombre de cadres qui avaient rêvé de contribuer à la construction de leur pays natal. Ainsi, entre 1988 et 1992, le ministre nigérian de l'Édu-

cation nationale est un professeur de médecine qui avait auparavant bénéficié d'une ascension fulgurante et peu académique, simplement parce qu'il fallait être professeur en titre avant d'être nommé au gouvernement. Et dans un contexte où la promotion politique est souvent le seul moyen d'arrondir les difficiles fins de mois, les laissés-pour-compte du système, qui évidemment ne sont pas les moins méritants, n'hésitent pas à chercher fortune ailleurs.

Ainsi, Isidore Okpewho, l'un des meilleurs spécialistes africains de littérature orale, précédemment à Ibadan, a abandonné sa chaire nigériane pour s'installer à la State University of New York à Buffalo. Biodun Jeyifo, critique avant-gardiste de la littérature africaine moderne est passé d'Ife à Cornell dans l'État de New York. Michael Echeruo, professeur d'anglais, a quitté Ibadan pour Syracuse. Kole Omosho, éminent professeur d'anglais et d'arabe, précédemment à Ife, chercherait asile du côté de l'Afrique du Sud. Ironique ! Rowland Abiodun, en poste à Amherst College dans le Massachussets est désormais le spécialiste incontournable de l'art africain dans les milieux universitaires américains. Il vient d'Ife. La liste pourrait être indéfiniment allongée !

Un constat s'en dégage cependant. Ce sont les plus anciennes institutions du pays, Ibadan, Ife, Nsukka en l'occurrence, qui ont subi les plus grandes saignées. La situation est la même du côté du Ghana. Kwesi Wiretu est passé de Legon à l'Université de Floride à Tampa tandis que le philosophe Willy Abraham, un ancien d'Oxford exerce à Santa Cruz. Les enseignants/chercheurs restés au pays n'ayant plus les moyens matériels de sortir pour participer aux réunions scientifiques internationales, les seules contributions africaines que l'on a désormais dans les divers colloques et congrès d'études africanistes de par le monde se réduisent pour ainsi dire à celles des universitaires africains de la diaspora.

Lorsqu'il a démissionné d'Ibadan en 1987, raconte Abiola Irele, sa retraite cumulée pour plus de vingt ans de service lui a rapporté l'équivalent de \$2000. S'il était resté finir sa carrière chez lui, il aurait touché une pension de l'ordre de \$10/mois, au taux actuel du naïra local. Et aujourd'hui, il lui est plus facile d'aller en mission de recherche dans l'Afrique profonde qu'il ne le pouvait du temps où il exerçait en Afrique. Quoi de plus éloquent !

Mais en dépit des mauvaises conditions de travail, nombre d'Africains auraient accepté de se contenter du minimum, de tourner délibérément le dos à la politique politicienne pour se complaire dans une espèce d'exil intérieur. En Afrique, malheureusement, on ne choisit pas toujours sa voie. Ngugi wa Thiong'o, romancier, dramaturge, essayiste et professeur de littérature à l'Université de Nairobi est un patriote qui entendait mettre son talent au service de ses congénères. C'était compter sans la hargne du pouvoir à traquer les « subversifs » et à mettre hors d'état de nuire

tout intellectuel non conformiste. Après moult tracasseries, plusieurs séjours en prison et un exil de quelques années en Grande-Bretagne, Nguigi est aujourd'hui professeur à New York University.

Comme on peut le constater, l'exode massif des intellectuels était, jusqu'à récemment, une particularité des universitaires anglophones. A telle enseigne que les cas comme ceux de Mudimbe, de son compatriote Kabengele qui est professeur d'anthropologie à l'Université de Sao Paulo (Brésil) ou même de Olabiyi Yai, le Béninois, ancien professeur à Ife, et chef de département de langues et de littératures africaines et asiatiques à l'Université de Floride (Gainesville) apparaissaient comme des exceptions. C'est qu'en dépit de la répression, l'économie des pays francophones semblait relativement stable.

Mais du fait de la mévente des produits de rente et surtout du vent démocratique qui a exacerbé les égoïsmes des dirigeants, tout le continent est en train de sombrer dans un chaos sans fin. L'expérience de S. Diop étant typique, la plupart des jeunes diplômés africains des universités occidentales trouvent désormais toutes les excuses pour prolonger indéfiniment leur séjour dans les pays d'accueil. D'autant qu'ils commencent à voir débarquer, totalement désillusionnés, nombre de leurs aînés précédemment en poste en Afrique.

Après dix-sept ans de tracasseries et d'humiliations que lui a imposées l'administration autoritaire de l'Universitaire de Yaoundé, Lovett Elango vient de jeter l'éponge. Il s'est trouvé un poste à Kennesaw State College en Georgie. Il rejoint ainsi Achille Mbembe qui faute d'avoir pu se faire recruter, sans doute à cause d'une dissidence trop affichée, exerce à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie. Et voilà que les deux meilleurs historiens actuels du Cameroun se retrouvent tous les deux en exil. Le romancier et critique littéraire Amadou Koné, précédemment à l'Université d'Abidjan s'est lassé des intrigues politico-administratives ambiantes. Après un bref séjour à l'Université de Bayreuth en Allemagne, il s'est installé à Tulane University en Louisiane.

Pour échapper à la clochardisation que cherchent à leur imposer des régimes clientélistes et prébendiers, quelques universitaires qui refusent l'exil ont pour ainsi dire abandonné les salles de classe pour la politique active en créant ou en militant dans des partis d'opposition. Il en va ainsi de Laurent Gbagbo, leader du Front populaire ivoirien, de son compatriote Bernard Zadi Zaourou, leader de l'Union des sociaux-démocrates ou de Siga Asanga, secrétaire générale du Social democratic front au Cameroun. Leur ambition affirmée : montrer que le continent peut se gouverner, changer les mœurs politiques qui ont occasionné la ruine de l'Afrique et, en un peu plus de trente ans, ont fait d'elle la région la plus déshéritée de la planète. Après avoir été exploités et marginalisés

par diverses colonisations, n'est-il pas ironique que les Africains soient aujourd'hui devenus les artisans de leur propre déchéance ?

De nombreux dirigeants du continent noir en sont encore à croire que « le pouvoir est au bout du fusil ». Or, écrit Alvin Toffler dans *Les Nouveaux pouvoirs*, « la principale faiblesse de la force brute ou de la violence est son absolu manque de souplesse. Elle ne peut servir qu'à punir : finalement, c'est un pouvoir de basse qualité [...] La qualité vraiment supérieure s'obtient par le maniement du savoir » (Fayard, 1991, p. 34). Évidemment, suggère également Toffler, la violence, les mensonges et les manipulations diverses peuvent aussi engendrer des richesses. Encore faut-il savoir les manier ! On connaît l'effort que déploient constamment les grands réseaux médiatiques du Nord pour faire fortune.

En Afrique, en revanche, les pouvoirs, faute d'imagination, préfèrent censurer, intimider, affamer et au besoin, abattre physiquement quiconque ne s'aligne pas derrière eux. La brutalité avec laquelle le régime de Paul Biya au Cameroun saccagea l'Institut Monthe à Yaoundé et surtout Intellar de Douala, une usine de montage de matériel informatique créée à coup de centaines de millions par l'anticonformiste Djeukam Tchaméni, est symptomatique de la primauté de la violence aveugle que chérissent les hommes forts du continent. Tout en mettant leurs adversaires dans l'impossibilité d'inventer, de créer des ressources nouvelles, force est pourtant de constater que nos « leaders » s'accaparent goulûment d'argent qu'ils ne créent pas pour s'offrir toutes sortes de produits importés et pour s'acheter des propriétés dans les métropoles occidentales. On sait par exemple qu'un Mobutu, dont la fortune personnelle est estimée à plus de \$4 milliards dans un pays où les enfants commencent à mourir de faim, vit essentiellement du trafic de diamant, de cuivre et d'autres minerais. Ailleurs, c'est le bois, le pétrole, le café, le cacao et autres matières premières qu'on brade. C'est dire que les pouvoirs africains en sont encore à croire qu'ils pourront durer en négociant indéfiniment les produits du sol et du sous-sol.

N'est-ce pas faire preuve d'un manque incompréhensible de prospective. On le dit à qui veut l'entendre : sans négliger l'importance des matières premières, il est de plus en plus évident, en cette fin de siècle, que l'avenir n'appartient pas nécessairement au pays qui disposent de fabuleuses réserves d'or noir, de cuivre ou même d'uranium. Aujourd'hui déjà et plus encore demain, le monde sera contrôlé par ceux qui pourront non seulement spéculer sur les cours de ces produits mais aussi et surtout par ceux qui auront appris à se passer desdits produits soit par le recyclage, soit par la substitution. Raison pour laquelle, partout ailleurs, l'on apprivoise jalousement les cerveaux pour une dissémination locale du savoir. Pen-

dant ce temps, les despotes africains poussent au-delà de leurs frontières quiconque n'accepte pas de danser à leur rythme.

Quand les Africains renonceront-ils à la gestion au coup par coup pour tirer par exemple les leçons de l'intégration européenne, une communauté dont la naissance repose non pas sur des affinités affectives, politiques ou idéologiques mais sur une analyse prospective de l'économie mondiale ? Que signifie pour Mobutu, Eyadéma, Biya et autres l'aide massive que les pays les plus riches de la planète se voient obligés d'apporter à la Russie ? Économiquement malade, militairement affaiblie, politiquement vaincue, la Russie continue pourtant de faire peur, simplement du fait de ses multiples cerveaux dont on craint que la misère les pousse au mercenariat. A méditer aussi, les offres, toujours plus alléchantes les unes que les autres que les multinationales de la pharmacie font aujourd'hui au médecin colombien qui a mis au point le vaccin antimalaria. Les millions de dollars qui, tôt ou tard, vont pleuvoir sur la Colombie, peuvent permettre de créer de nouveaux laboratoires et même d'envisager un redéploiement de son industrie pharmaceutique. L'exploit du Dr Manuel Patoroyo montre sans aucun doute comment les intelligences des pays du Tiers monde, convenablement domestiquées, c'est-à-dire libérées, peuvent changer le destin de leurs congénères et même celui de la planète.

Ambroise Kom
Université de Yaoundé